

FranceTerme.culture.fr
en ligne et sur application mobile

Découvrez plus de 8 500 termes
pour désigner en français des innovations
et des notions nouvelles

Délégation générale
à la langue française
et aux langues de France

6 rue des Pyramides, 75001 Paris
Téléphone: 33 (0)1 40 15 36 95
Télécopie: 33 (0)1 40 15 36 37

Courriel: terminologie.dgflf@culture.gouv.fr
Internet: www.dgjf.culture.gouv.fr



Vocabulaire du droit | 2021


**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Vocabulaire du droit —2021

action de groupe ♦
alerte professionnelle ♦
application forcée ♦
arbitrage ♦
artnapping ♦
asylum ♦
par imagerie ♦
avant ♦
bloc ♦
blacklist (to) ♦
de confidentialité ♦
données personnelles ♦
♦ cagoule noire ♦
♦ card skimming ♦
♦ grooming ♦
child protection ♦
♦ clause d'extinction ♦
case ♦
color blindness ♦
♦ commissioning parent ♦
♦ comparution sur reconnaissance préalable de
culpabilité ♦
compliance officer ♦
comply or explain (to) ♦
♦ exploitation ♦
confidentialité des données personnelles ♦
co

Commission d'enrichissement de la langue française

Vocabulaire du droit —2021

Termes, expressions et définitions
publiés au *Journal officiel*

Premier ministre
Commission d'enrichissement
de la langue française

Introduction

Depuis plus de 40 ans, les pouvoirs publics incitent à la création, à la diffusion et à l'emploi de termes français nouveaux afin d'adapter notre langue aux évolutions techniques et scientifiques. Cette action est coordonnée par la **Délégation générale à la langue française et aux langues de France** dans le cadre du dispositif interministériel régi par le décret du 3 juillet 1996 (modifié par le décret du 25 mars 2015). Ce dispositif de traitement terminologique et néologique comprend notamment une **Commission d'enrichissement de la langue française** placée sous l'autorité du Premier ministre, à laquelle sont associés l'Académie française, des experts des domaines scientifiques, techniques et industriels, des spécialistes de la langue, mais aussi d'organismes de normalisation et des partenaires francophones. Cette Commission examine et valide les propositions de termes et définitions des 19 groupes d'experts de terminologie fonctionnant dans 14 ministères.

Ce réseau d'experts élabore une terminologie de qualité, conforme aux règles de formation des mots en français, facilement compréhensible, et faisant référence dans les secteurs spécialisés relevant des différents départements ministériels : information et communication (internet, informatique, télécommunications) ; sciences (biologie, chimie, ingénierie nucléaire, spatologie) ; industrie (automobile, pétrole) ou encore agriculture, audiovisuel, culture, défense, droit, économie et finance, éducation, environnement, médecine, relations internationales, sports, transports...

Chaque année, environ deux cent cinquante nouveaux termes et définitions sont publiés au *Journal officiel* de la République française. Ils sont destinés aux administrations et aux services de l'État, qui ont un devoir d'exemplarité dans la rédaction des textes **en français**, ainsi qu'à tous les citoyens soucieux d'employer un langage clair et précis.

Versés dans la base **FranceTerme**, qui comprend aujourd'hui plus de 8 500 termes, ces néologismes constituent une ressource utile aux spécialistes (professionnels du secteur, chercheurs, enseignants, traducteurs, journalistes) et une mine de connaissances pour le grand public.

Cette nouvelle édition du *Vocabulaire du droit*, publiée par la **Délégation générale à la langue française et aux langues de France**, comprend 134 termes et définitions concernant des notions nouvelles dont la plupart n'avaient pas encore de désignation en français. Ils sont issus pour l'essentiel des travaux menés par le groupe d'experts du dispositif d'enrichissement de la langue française chargé du **droit et de la justice**, sans oublier d'autres groupes d'experts travaillant dans les domaines de la défense, de l'économie, de l'informatique et des télécommunications, des relations internationales, des sciences humaines.

Tous les termes publiés au *Journal officiel*
se trouvent sur le site **FranceTerme** :

www.franceterme.culture.fr
et sur application mobile

Vocabulaire du droit

1. accord parapluie de protection des données personnelles

◆ *Forme abrégée*: accord parapluie. ◆ *Domaine*: INFORMATIQUE-DROIT/Droit international. ◆ *Définition*: Accord international de coopération pénale qui permet de protéger les données personnelles en encadrant leur exportation et leur exploitation. ◆ *Note*: **1.** L'accord parapluie est un élément du bouclier de protection des données personnelles. **2.** L'accord parapluie a pour but de prévenir ou de réprimer la commercialisation abusive des données personnelles. ◆ *Voir aussi*: bouclier de protection des données personnelles, protection des données personnelles. ◆ *Équivalent étranger*: umbrella agreement.

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

2. accord préuptial

◆ **Domaine:** DROIT/Droit de la famille. ◆ **Définition:** Convention passée entre les futurs époux et destinée à fixer les droits de chacun d'eux en cas de dissolution du mariage. ◆ **Note:** L'accord préuptial est une convention de droit anglo-saxon. ◆ **Équivalent étranger:** prenuptial agreement.

Source: *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

3. acteur non étatique

◆ **Abréviation:** ANE. ◆ **Domaine:** RELATIONS INTERNATIONALES-POLITIQUE. ◆ **Définition:** Personne, groupe ou institution intervenant dans la vie nationale ou internationale sans être officiellement mandaté par un État. ◆ **Note:** Un acteur non étatique peut être une organisation non gouvernementale, une force sociale, un réseau criminel ou terroriste, un média, une firme transnationale ou une agence de notation. ◆ **Équivalent étranger:** non-governmental actor, non-state actor (NSA).

Source: *Journal officiel* du 13 décembre 2017.

4. **action de groupe**

◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** Voie ouverte dans certains pays par la procédure civile, permettant à un ou plusieurs requérants d'exercer une action en justice pour le compte d'une catégorie de personnes sans en avoir nécessairement reçu le mandat au préalable. ◆ **Équivalent étranger:** class action.

Source: *Journal officiel* du 13 mai 2006.

5. **affaire gelée**

◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Synonyme:** affaire dormante. ◆ **Définition:** Affaire pénale non élucidée mais non prescrite, qui est susceptible d'être réexaminée après un long délai à la lumière d'éléments nouveaux apportés notamment par le progrès des moyens d'analyse. ◆ **Équivalent étranger:** cold case.

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

6. **alerte professionnelle**

- ◆ **Domaine:** DROIT-ÉCONOMIE ET GESTION D'ENTREPRISE. ◆ **Synonyme:** dénonciation, n.f. ◆ **Définition:** Révélation par le salarié d'une entreprise ou par toute personne en relation avec celle-ci d'irrégularités dont ils ont eu connaissance, et qui portent atteinte à leurs intérêts propres, à ceux de l'entreprise ou à ceux de tiers. ◆ **Équivalent étranger:** whistleblowing.

Source: *Journal officiel* du 7 septembre 2007.

7. **appel-piège**, n.m.

- ◆ **Domaine:** TÉLÉCOMMUNICATIONS/Techniques. ◆ **Définition:** Appel téléphonique ou minimessage incitant le destinataire, par un subterfuge, à appeler un numéro qui est surtaxé à son insu. ◆ **Note: 1.** Le subterfuge consiste, par exemple, à ne pas laisser au destinataire le temps de répondre, à interrompre très rapidement la communication ou à laisser dans un message un numéro à appeler. **2.** L'expression *ping call*, empruntée de l'anglais, est déconseillée. ◆ **Équivalent étranger:** call scam, missed call scam.

Source: *Journal officiel* du 11 janvier 2018.

8. application forcée

◆ **Domaine:** DROIT/Droit des entreprises. ◆ **Définition:** Procédure qui permet au tribunal d'homologuer le plan de redressement d'une entreprise malgré l'opposition de certains créanciers, à condition que ce plan soit équitable. ◆ **Équivalent étranger:** cram down.

Source: *Journal officiel* du 3 avril 2011.

9. appliquer ou expliquer

◆ **Domaine:** DROIT/Droit des entreprises. ◆ **Définition:** Obligation pour une société cotée d'indiquer dans son rapport annuel qu'elle se conforme aux règles de gouvernance d'entreprise, ou, si elle y déroge, d'expliquer pour quels motifs. ◆ **Équivalent étranger:** comply or explain (to).

Source: *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

10. archéologie médico-légale

◆ **Domaine:** DROIT-CULTURE/Patrimoine. ◆ **Définition:** Application, dans des contextes criminels, des méthodes de fouilles archéologiques à la recherche et à la découverte de corps enfouis illégalement. ◆ **Équivalent étranger:** forensic archaeology.

Source: *Journal officiel* du 19 avril 2018.

11. **audit préalable**

◆ **Domaine:** FINANCE-DROIT. ◆ **Définition:** Investigation qui implique le recours à des experts, notamment comptables, financiers, juridiques ou fiscaux, dont les conclusions serviront de base à la prise de décision d'un investisseur. ◆ **Voir aussi:** obligation de vigilance. ◆ **Équivalent étranger:** due diligence.

Source: *Journal officiel* du 28 décembre 2006.

12. **autonomisation**, n.f.

◆ **Domaine:** SCIENCES HUMAINES. ◆ **Définition:** Processus par lequel une personne ou une collectivité se libère d'un état de sujétion, acquiert la capacité d'user de la plénitude de ses droits, s'affranchit d'une dépendance d'ordre social, moral ou intellectuel. ◆ **Équivalent étranger:** empowerment.

Source: *Journal officiel* 18 décembre 2005.

13. **autopsie par imagerie**

◆ **Domaine:** SANTÉ ET MÉDECINE/Médecine légale. ◆ **Synonyme:** virtopsie, n.f. ◆ **Définition:** Autopsie non intrusive, réalisée au moyen

de techniques d'imagerie médicale. ♦ *Équivalent étranger*: virtopsy, virtual autopsy.

Source: *Journal officiel* du 6 avril 2016.

14. **avantage connexe**

♦ *Domaine*: TOUS DOMAINES. ♦ *Synonyme*: retombée positive.

♦ *Définition*: Profit que l'on tire, dans un domaine particulier, d'une transaction ou d'une négociation portant sur d'autres domaines.

♦ *Équivalent étranger*: co-benefit.

Source: *Journal officiel* 13 décembre 2017.

15. **bien public mondial**

♦ *Abréviation*: BPM. ♦ *Domaine*: TOUS DOMAINES. ♦ *Définition*: Ressource, bien ou service bénéficiant à tous, dont l'exploitation ou la préservation peuvent justifier une action collective internationale. ♦ *Note*: Un bien public mondial peut être matériel comme le milieu marin, l'air ou l'eau, ou immatériel comme la connaissance scientifique, la justice, la santé ou les droits de l'homme. ♦ *Voir aussi*: espace public mondial. ♦ *Équivalent étranger*: global public good (GPG).

Source: *Journal officiel* du 19 octobre 2008.

16. bouclier de protection des données personnelles

◆ *Forme abrégée*: bouclier de protection. ◆ *Domaine*: INFORMATIQUE-DROIT/Droit international. ◆ *Définition*: Ensemble de dispositions de protection des données personnelles mises en œuvre pour contrôler l'exportation et l'exploitation de ces données à des fins commerciales. ◆ *Note*: On trouve aussi le terme « bouclier de confidentialité ». ◆ *Voir aussi*: protection des données personnelles. ◆ *Équivalent étranger*: privacy shield.

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

17. bras de fer

◆ *Domaine*: COMMUNICATION-POLITIQUE. ◆ *Définition*: Tactique d'intimidation qui vise à faire céder l'adversaire en lui laissant croire qu'il se heurte à une détermination infaillible. ◆ *Équivalent étranger*: chicken game.

Source: *Journal officiel* du 15 septembre 2020.

18. **brevetabilité**, n.f.

◆ **Domaine**: TOUS DOMAINES. ◆ **Définition**: Caractère de ce qui, d'un point de vue juridique, éthique ou technique, peut être breveté. ◆ **Équivalent étranger**: patentability.

Source: *Journal officiel* du 19 janvier 2010.

19. **cagoules noires**

◆ **Domaine**: POLITIQUE. ◆ **Synonyme**: bloc noir. ◆ **Définition**: Groupe d'individus cagoulés et vêtus de noir qui recourt, à la faveur de manifestations sur la voie publique, à des actions violentes concertées, notamment contre des symboles des pouvoirs politiques et économiques. ◆ **Note**: Le terme «cagoule noire» (n.), au singulier, peut désigner le membre d'un tel groupe. ◆ **Équivalent étranger**: black bloc.

Source: *Journal officiel* du 15 septembre 2020.

20. caméra-témoin de circulation

◆ **Domaine:** AUTOMOBILE. ◆ **Définition:** Caméra embarquée qui enregistre ce qui se passe en avant du véhicule. ◆ **Note:** Le plus souvent, seules les dernières minutes de l'enregistrement sont conservées en mémoire ; elles servent, par exemple, à documenter les circonstances d'un accident. ◆ **Équivalent étranger:** dashboard camera, dashcam, dash camera, scene recorder.

Source: *Journal officiel* du 28 mars 2018.

21. clause d'extinction

◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** Clause d'une obligation précisant les faits dont la survenance entraînerait la cessation de l'obligation. ◆ **Équivalent étranger:** sunset clause.

Source: *Journal officiel* du 3 avril 2011.

22. clause d'imprévisibilité

◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** Clause ayant pour objet d'adapter l'exécution d'un acte juridique aux circonstances qui en bouleverseraient l'équilibre. ◆ **Équivalent étranger:** hardship clause.

Source: *Journal officiel* du 25 mai 2008.

23. confidentialité des données personnelles

- ◆ **Domaine:** INFORMATIQUE-DROIT. ◆ **Définition:** Principe selon lequel le caractère privé des données personnelles doit être préservé. ◆ **Voir aussi:** protection des données personnelles.
- ◆ **Équivalent étranger:** data privacy.

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

24. confidentialité par défaut

- ◆ **Domaine:** INFORMATIQUE-DROIT. ◆ **Définition:** Principe selon lequel la protection des données personnelles doit être appliquée à un système d'information pendant son exploitation, dans l'hypothèse où cette protection n'a pas été programmée. ◆ **Note:** La confidentialité par défaut peut être obtenue soit par l'application de règles de fonctionnement telles que des restrictions d'usage, soit par la mise en place de dispositifs techniques complémentaires. ◆ **Voir aussi:** protection des données personnelles.
- ◆ **Équivalent étranger:** privacy by default.

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

25. confidentialité programmée

◆ **Domaine:** INFORMATIQUE-DROIT. ◆ **Définition:** Principe selon lequel la protection des données personnelles doit être intégrée dans un système d'information dès sa conception. ◆ **Voir aussi:** protection des données personnelles. ◆ **Équivalent étranger:** privacy by design.

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

26. copiage de carte

◆ **Domaine:** FINANCE-ÉLECTRONIQUE. ◆ **Définition:** Technique de fraude visant à obtenir les données confidentielles d'une carte de paiement en copiant sa piste magnétique et éventuellement en captant son code secret au moyen d'un copieur de carte installé sur des terminaux de paiement ou de retrait. ◆ **Équivalent étranger:** card skimming, credit card skimming, skimming.

Source: *Journal officiel* du 27 mars 2011.

27. copieur de carte

◆ **Domaine:** FINANCE-ÉLECTRONIQUE. ◆ **Définition:** Dispositif technique permettant de lire et de capter frauduleusement les données confidentielles d'une carte de paiement. ◆ **Note:** Le copieur de carte peut associer un lecteur de carte à un faux clavier ou à

une caméra. ♦ **Équivalent étranger**: credit card skimmer, credit card skimming device, skimmer, skimming device.

Source: *Journal officiel* du 27 mars 2011.

28. **course au droit d'asile**

♦ **Domaine**: RELATIONS INTERNATIONALES-DROIT. ♦ **Définition**: Pratique de certains ressortissants étrangers consistant à déposer parallèlement des demandes d'asile auprès de plusieurs pays ou à comparer les conditions d'accueil offertes par différents pays avant de déposer une demande. ♦ **Équivalent étranger**: asylum shopping.

Source: *Journal officiel* du 16 janvier 2015.

29. **course au visa**

♦ **Domaine**: RELATIONS INTERNATIONALES-DROIT. ♦ **Définition**: Dépôt simultané de demandes de visa auprès des consulats de plusieurs pays. ♦ **Équivalent étranger**: visa shopping.

Source: *Journal officiel* du 15 septembre 2013.

30. **cyberactiviste**, n.

◆ **Domaine:** COMMUNICATION-POLITIQUE. ◆ **Définition:** Activiste qui agit dans les réseaux informatiques et recourt notamment au piratage. ◆ **Équivalent étranger:** cyberactivist, hacktivist.

Source: *Journal officiel* du 3 mai 2019.

31. **cybercriminalité**, n.f.

◆ **Domaine:** DROIT-INFORMATIQUE. ◆ **Définition:** Ensemble des infractions pénales qui sont commises dans le cyberspace. ◆ **Note:** On distingue les infractions intrinsèquement liées aux nouvelles technologies (diffusion de virus, piratage, copie illicite de logiciels ou d'œuvres audiovisuelles, etc.) et celles pour lesquelles le cyberspace n'est qu'un nouveau lieu d'expression et un nouveau vecteur de transmission (apologie du racisme, diffusion de contenus pédophiles, harcèlement, etc.). ◆ **Voir aussi:** pédopiégeage. ◆ **Équivalent étranger:** cybercrime.

Source: *Journal officiel* du 7 décembre 2018.

32. **cyberespace**, n.m.

◆ **Domaine:** TÉLÉCOMMUNICATIONS-INFORMATIQUE. ◆ **Définition:** Espace constitué par les infrastructures interconnectées relevant des technologies de l'information, notamment l'internet, et par

les données qui y sont traitées. ♦ **Note: 1.** Le cyberespace inclut les opérateurs de services en ligne. **2.** On trouve aussi le terme « cybermonde », parfois utilisé dans ce sens. ♦ **Équivalent étranger:** cyberspace.

Source: *Journal officiel* du 19 septembre 2017.

33. **cyberespionnage**, n.m.

♦ **Domaine:** DROIT-INFORMATIQUE. ♦ **Définition:** Ensemble d'actions menées dans le cyberespace consistant à infiltrer, clandestinement ou sous de faux prétextes, les systèmes informatiques d'une organisation ou d'un individu, et à s'emparer de données pour les exploiter. ♦ **Note:** Le cyberespionnage se pratique notamment par le biais de logiciels malveillants ou espions, de cyberattaques persistantes, ou en mettant à profit les vulnérabilités des systèmes informatiques. ♦ **Voir aussi:** logiciel espion, logiciel malveillant. ♦ **Équivalent étranger:** cyber espionnage, cyber intelligence (CYBINT), cyber spying.

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

34. **cyberharcèlement**, n.m.

◆ **Domaine:** DROIT-INFORMATIQUE. ◆ **Définition:** Harcèlement moral ou sexuel commis au moyen d'un réseau de communication électronique. ◆ **Équivalent étranger:** cyberbullying, cyberharassment, cyberstalking, Internet bullying, online bullying.

Source: *Journal officiel* du 7 décembre 2018.

35. **cyberjustice**, n.f.

◆ **Domaine:** DROIT-INFORMATIQUE. ◆ **Définition:** Recours aux technologies et aux réseaux numériques pour faciliter l'accès au droit et améliorer l'administration de la justice. ◆ **Note:** La cyberjustice vise, notamment, à améliorer la communication interne ou externe entre les juridictions, les professionnels du droit et les justiciables. ◆ **Équivalent étranger:** –

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

36. **cybermilitant, -e**, n.

- ◆ **Domaine:** POLITIQUE. ◆ **Définition:** Partisan d'une cause, notamment politique, qui utilise les moyens de communication électroniques pour la faire avancer. ◆ **Voir aussi:** dissident en ligne.
- ◆ **Équivalent étranger:** netroot, netroots activist.

Source: *Journal officiel* du 4 mars 2012.

37. **cyberprotection**, n.f.

- ◆ **Domaine:** INFORMATIQUE-DÉFENSE/Opérations. ◆ **Définition:** Ensemble des moyens, techniques ou juridiques, qui contribuent à assurer la cybersécurité. ◆ **Note:** La cyberprotection s'appuie notamment sur des mesures prises pour préserver la sécurité des systèmes d'information. ◆ **Équivalent étranger:** cyber protection, cyberprotection.

Source: *Journal officiel* du 19 septembre 2017.

38. **cyberrenseignement**, n.m.

◆ **Domaine**: INFORMATIQUE-DÉFENSE. ◆ **Définition**: Ensemble des opérations menées dans le cyberspace par un État, consistant à infiltrer les systèmes informatiques d'une organisation et à s'emparer de données pour exploiter, à des fins opérationnelles, les renseignements ainsi recueillis. ◆ **Note**: On trouve aussi, dans le langage professionnel, le terme « exploitation informatique (EI) ». ◆ **Équivalent étranger**: computer network exploitation (CNE).

Source: *Journal officiel* du 29 juin 2019.

39. **cybersécurité**, n.f.

◆ **Domaine**: INFORMATIQUE-DÉFENSE. ◆ **Définition**: État d'un système d'information qui résiste aux cyberattaques et aux pannes accidentelles survenant dans le cyberspace. ◆ **Note**: La cybersécurité est assurée par la cyberprotection ainsi que, dans le cas d'un État, par la cyberdéfense. ◆ **Équivalent étranger**: cyber security, cybersecurity.

Source: *Journal officiel* du 19 septembre 2017.

40. **cybersquat**, n.m.

◆ **Domaine**: DROIT-INFORMATIQUE/Internet. ◆ **Définition**: Pratique consistant à accaparer, en le déposant, un nom de domaine reprenant ou évoquant une marque, un nom commercial, un patronyme ou toute autre dénomination, afin de tirer un profit matériel ou moral de sa notoriété présente ou à venir. ◆ **Note**: Le « cybersquat » consiste par exemple à déposer des noms en très grand nombre dans l'espoir de revendre certains d'entre eux, ou des variantes orthographiques d'une même dénomination: on parlera dans ce cas de « typosquat » (en anglais: *typosquatting*). ◆ **Équivalent étranger**: cybersquatting.

Source: *Journal officiel* du 17 avril 2008.

41. **cybersquatteur, -euse**, n.

◆ **Domaine**: DROIT-INFORMATIQUE/Internet. ◆ **Équivalent étranger**: cybersquatter.

Source: *Journal officiel* du 17 avril 2008.

42. **cyberterrorisme**, n.m.

◆ **Domaine**: DROIT-INFORMATIQUE. ◆ **Définition**: Ensemble des cyberattaques à caractère terroriste qui visent principalement un État ou un groupe d'États, un opérateur d'importance vitale, une entreprise, une institution ou une collectivité publique. ◆ **Voir aussi**: opérateur d'importance vitale. ◆ **Équivalent étranger**: cyberterrorism.

Source: *Journal officiel* du 7 décembre 2018.

43. **délégué, -e à la protection des données personnelles**

◆ **Abréviation**: DPDP. ◆ **Forme abrégée**: délégué, -e à la protection des données (DPD). ◆ **Domaine**: INFORMATIQUE-DROIT. ◆ **Définition**: Personne chargée de la protection des données personnelles collectées par une organisation. ◆ **Voir aussi**: confidentialité des données personnelles, protection des données personnelles. ◆ **Équivalent étranger**: data protection officer (DPO).

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

44. **démineur, -euse éditorial, -e**

◆ **Domaine**: ÉDITION ET LIVRE-LITTÉRATURE. ◆ **Définition**: Personne chargée, dans une maison d'édition, d'identifier avant publication les termes et les contenus susceptibles d'être considérés comme

choquants ou offensants par certains lecteurs. ♦ *Équivalent étranger*: sensitivity reader.

Source: *Journal officiel* du 23 mai 2020.

45. **démocrature**, n.f.

♦ *Domaine*: POLITIQUE. ♦ *Synonyme*: démocratie illibérale.
♦ *Définition*: Régime politique qui, tout en respectant les règles formelles de la démocratie, notamment en matière d'élections, restreint les libertés publiques ou individuelles comme le fait une dictature. ♦ *Équivalent étranger*: illiberal democracy.

Source: *Journal officiel* du 15 septembre 2020.

46. **déontologue**, n.

♦ *Domaine*: FINANCE-ÉCONOMIE ET GESTION D'ENTREPRISE.
♦ *Définition*: Personne chargée, au sein d'une entreprise, de contrôler la conformité des actes et des procédures aux lois et aux règles de bonne conduite, et de sensibiliser le personnel à celles-ci.
♦ *Équivalent étranger*: compliance officer.

Source: *Journal officiel* du 28 décembre 2006.

47. **déradicalisation**, n.f.

◆ **Domaine**: DROIT. ◆ **Définition**: Processus par lequel un individu ou un groupe radicalisé est conduit à abandonner une idéologie légitimant la violence comme mode d'action ; par extension, politique publique appliquée à un individu ou à un groupe radicalisé afin de l'inciter à renoncer à la violence. ◆ **Note**: On trouve aussi, dans l'usage, le terme « désendoctrinement ». ◆ **Voir aussi**: radicalisation. ◆ **Équivalent étranger**: –

Source: *Journal officiel* du 7 décembre 2018.

48. **désistance**, n.f.

◆ **Domaine**: DROIT-SCIENCES HUMAINES. ◆ **Synonyme**: sortie de la délinquance. ◆ **Définition**: Processus, le plus souvent soutenu par l'institution judiciaire, par lequel une personne sort de la délinquance ; par extension, résultat de ce processus. ◆ **Équivalent étranger**: desistance, desistance from crime, desistence, desistence from crime.

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

49. **discrimination positive**

◆ **Domaine:** EMPLOI ET TRAVAIL-SOCIAL. ◆ **Équivalent étranger:** affirmative action.

Source: *Journal officiel* du 28 juillet 2001.

50. **dissensus**, n.m.

◆ **Antonyme:** consensus, n.m. ◆ **Domaine:** TOUS DOMAINES. ◆ **Définition:** Absence de consensus constatée à l'issue d'une négociation. ◆ **Équivalent étranger:** dissensus.

Source: *Journal officiel* du 7 mai 2016.

51. **dissident, -e en ligne**

◆ **Domaine:** POLITIQUE. ◆ **Synonyme:** cyberdissident, -e, n. ◆ **Définition:** Dissident politique qui utilise les moyens de communication électroniques, notamment les réseaux sociaux, pour faire connaître ses opinions ou diffuser des informations. ◆ **Voir aussi:** cybermilitant. ◆ **Équivalent étranger:** cyberdissident.

Source: *Journal officiel* du 16 janvier 2015.

52. données ouvertes

◆ **Domaine:** DROIT-INFORMATIQUE. ◆ **Définition:** Données qu'un organisme met à la disposition de tous sous forme de fichiers numériques afin de permettre leur réutilisation. ◆ **Note: 1.** Les données ouvertes n'ont généralement pas de caractère personnel. **2.** Elles sont accessibles dans un format favorisant leur réutilisation. **3.** La réutilisation des données ouvertes peut être soumise à conditions. ◆ **Voir aussi:** ouverture des données. ◆ **Équivalent étranger:** open data.

Source: *Journal officiel* du 3 mai 2014.

53. droit d'antenne

◆ **Domaine:** AUDIOVISUEL/Télévision-Radio. ◆ **Synonyme:** droit de diffusion. ◆ **Définition:** Droit protégeant la transmission d'une émission. ◆ **Équivalent étranger:** broadcasting right.

Source: *Journal officiel* du 22 septembre 2000, révisant l'arrêté du 10 octobre 1985.

54. **droit irrévocable d'usage** (langage professionnel)

◆ **Abréviation**: DIU. ◆ **Domaine**: TÉLÉCOMMUNICATIONS. ◆ **Définition**: Droit d'usage exclusif de tout ou partie de la capacité de transmission d'une infrastructure de télécommunication, non résiliable pendant la durée fixée par le contrat, généralement de plusieurs années. ◆ **Note**: L'infrastructure de télécommunication est le plus souvent un câble sous-marin. ◆ **Équivalent étranger**: indefeasible right of use (IRU).

Source: *Journal officiel* du 9 août 2013.

55. **droit souple**

◆ **Domaine**: RELATIONS INTERNATIONALES-DROIT/Droit international. ◆ **Définition**: Notion doctrinale relative à des textes ou à des dispositions juridiques n'ayant pas par eux-mêmes d'effets contraignants mais susceptibles de contribuer, dans certaines conditions, à la formation de nouvelles règles juridiquement contraignantes. ◆ **Équivalent étranger**: soft law.

Source: *Journal officiel* du 19 octobre 2008.

56. droits patrimoniaux traditionnels

◆ *Abréviation*: DPT. ◆ *Domaine*: DROIT/Droit international. ◆ *Définition*: Droits des peuples autochtones à garder et à gérer leurs biens matériels et immatériels. ◆ *Équivalent étranger*: traditional resource rights (TRR).

Source: *Journal officiel* du 19 janvier 2010.

57. égalité des conditions de concurrence

◆ *Forme abrégée*: égalité de concurrence. ◆ *Domaine*: DROIT-ÉCONOMIE ET GESTION D'ENTREPRISE. ◆ *Définition*: Principe selon lequel les acteurs économiques d'un même secteur sont soumis à des règles communes, créant ainsi une situation de saine concurrence. ◆ *Équivalent étranger*: level playing field.

Source: *Journal officiel* du 25 mai 2008.

58. éléction de juridiction

◆ *Domaine*: DROIT. ◆ *Définition*: Choix d'une juridiction en raison des avantages, de procédure ou de fond, qu'on en attend. ◆ *Équivalent étranger*: forum shopping.

Source: *Journal officiel* du 25 mai 2008.

59. enquête d'irréprochabilité

◆ **Domaine:** POLITIQUE-RELATIONS INTERNATIONALES. ◆ **Définition:** Investigation conduite préalablement à la nomination d'un candidat à un poste sensible, notamment politique ou administratif, portant sur différents aspects de sa vie professionnelle et privée. ◆ **Voir aussi:** personne exposée à la corruption. ◆ **Équivalent étranger:** vetting process.

Source: *Journal officiel* du 3 mai 2019.

60. escroquerie à la transaction

◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** Pratique frauduleuse consistant à persuader des particuliers qui désirent vendre un bien d'accepter une transaction en espèces donnant lieu à une opération de change qui dissimule une extorsion de fonds. ◆ **Équivalent étranger:** rip deal.

Source: *Journal officiel* du 3 avril 2011.

61. **espace public mondial**

◆ **Abréviation:** EPM. ◆ **Domaine:** DÉFENSE-RELATIONS INTERNATIONALES. ◆ **Définition:** Espace ne ressortissant à aucune souveraineté nationale et qui, dans l'intérêt commun, fait l'objet d'une réglementation internationale. ◆ **Note:** Le cyberspace, l'espace extra-atmosphérique, l'espace aérien international et l'espace maritime international sont des espaces publics mondiaux. ◆ **Voir aussi:** bien public mondial. ◆ **Équivalent étranger:** global commons (GC).

Source: *Journal officiel* du 23 septembre 2015.

62. **fémicide**, n.m.

◆ **Domaine:** DROIT-SCIENCES HUMAINES. ◆ **Définition:** Homicide d'une femme, d'une jeune fille ou d'une enfant en raison de son sexe. ◆ **Note:** Le fémicide peut désigner un meurtre à caractère individuel ou systématique. ◆ **Voir aussi:** homicide sexiste. ◆ **Équivalent étranger:** femicide, femicidio (Esp.), feminicida, feminicidio (Esp.), femminicidio (It.).

Source: *Journal officiel* du 16 septembre 2014.

63. **filoutage**, n.m.

◆ **Domaine**: INFORMATIQUE/Internet. ◆ **Définition**: Technique de fraude visant à obtenir des informations confidentielles, telles que des mots de passe ou des numéros de cartes de crédit, au moyen de messages ou de sites usurpant l'identité d'institutions financières ou d'entreprises commerciales. ◆ **Note**: Le terme « hameçonnage » est aussi en usage. ◆ **Équivalent étranger**: phishing.

Source: *Journal officiel* du 12 février 2006.

64. **fouille opérationnelle**

◆ **Abréviation**: FO. ◆ **Domaine**: DÉFENSE/Opérations. ◆ **Définition**: Recherche effectuée par une force militaire pour trouver des personnes, des ressources ou des informations dissimulées par l'adversaire. ◆ **Note**: On trouve aussi, dans le langage professionnel, le terme « fops ». ◆ **Équivalent étranger**: military search.

Source: *Journal officiel* du 23 septembre 2015.

65. **géoblocage**, n.m.

◆ **Domaine**: ÉCONOMIE ET GESTION D'ENTREPRISE-TÉLÉCOMMUNICATIONS. ◆ **Synonyme**: blocage géographique. ◆ **Définition**: Géodiscrimination consistant à empêcher l'accès à un service ou l'achat en ligne. ◆ **Équivalent étranger**: geo-blocking, geoblocking.

Source: *Journal officiel* du 22 janvier 2020.

66. **géodiscrimination**, n.f.

◆ **Domaine**: ÉCONOMIE ET GESTION D'ENTREPRISE-TÉLÉCOMMUNICATIONS. ◆ **Synonyme**: discrimination géographique. ◆ **Définition**: Différence de traitement qu'un opérateur de télécommunication, un fournisseur de services ou une entreprise de commerce en ligne pratique entre ses utilisateurs ou ses clients, fondée sur des critères géographiques établis notamment à partir de leur adresse IP, de leur domiciliation bancaire ou de leur adresse de livraison. ◆ **Note**: Un exemple de géodiscrimination est le géoblocage. ◆ **Voir aussi**: neutralité de l'internet. ◆ **Équivalent étranger**: geo-discrimination.

Source: *Journal officiel* du 22 janvier 2020.

67. gestion des droits numériques

- ◆ **Abréviation:** GDN.
- ◆ **Domaine:** AUDIOVISUEL-COMMUNICATION.
- ◆ **Définition:** Mise en œuvre des différents procédés destinés à protéger les droits afférents à la diffusion de contenus sur supports numériques.
- ◆ **Équivalent étranger:** digital rights management (DRM).

Source: *Journal officiel* du 26 octobre 2006.

68. guichet unique

- ◆ **Domaine:** RELATIONS INTERNATIONALES-DROIT.
- ◆ **Définition:** Point d'entrée administratif d'un État ou d'un territoire, où les migrants ont la possibilité et les demandeurs d'asile l'obligation d'effectuer toutes les démarches administratives nécessaires.
- ◆ **Équivalent étranger:** one stop-one shop, one stop shop.

Source: *Journal officiel* du 4 mars 2012.

69. **habilitation**, n.f.

◆ **Domaine**: POLITIQUE-URBANISME. ◆ **Définition**: Action de conférer à un groupe de personnes ou d'organismes la compétence pour participer à l'élaboration de projets ou de décisions publics.

◆ **Équivalent étranger**: empowerment.

Source: *Journal officiel* du 21 décembre 2013.

70. **harcèlement**, n.m.

◆ **Domaine**: SCIENCES HUMAINES-ÉCONOMIE SOCIALE ET EMPLOI.

◆ **Définition**: Pression exercée de manière constante à l'encontre d'une personne au sein d'une collectivité hiérarchisée. ◆ **Équivalent étranger**: mobbing.

Source: *Journal officiel* du 28 juillet 2001.

71. **homicide sexiste**

◆ **Domaine**: DROIT-SCIENCES HUMAINES. ◆ **Définition**: Homicide d'une personne en raison de son sexe ou de son orientation sexuelle. ◆ **Voir aussi**: féminicide. ◆ **Équivalent étranger**: crimen de género (Esp.), gendercide.

Source: *Journal officiel* du 16 septembre 2014.

72. **hors faute**, loc.adj.

◆ **Domaine**: ASSURANCE. ◆ **Définition**: Qualifie un régime juridique de réparation de dommages où la responsabilité peut être mise en cause en l'absence de faute. ◆ **Équivalent étranger**: no fault.

Source: *Journal officiel* du 22 septembre 2000, révisant l'arrêté du 11 janvier 1990.

73. **indifférence à la couleur de peau**

◆ **Domaine**: SCIENCES HUMAINES/Sciences sociales. ◆ **Équivalent étranger**: color blindness (EU), color-blindness (EU), colour blindness (GB), colour-blindness (GB).

Source: *Journal officiel* du 19 octobre 2008.

74. **infox**, n.f.

◆ **Domaine**: COMMUNICATION. ◆ **Synonyme**: information fallacieuse. ◆ **Définition**: Information mensongère ou délibérément biaisée. ◆ **Note**: Une infox peut servir, par exemple, à favoriser un parti politique au détriment d'un autre, à entacher la réputation d'une personnalité ou d'une entreprise, ou à contredire une vérité scientifique. ◆ **Voir aussi**: Recommandation sur les équivalents français à donner à l'expression *fake news*. ◆ **Équivalent étranger**: fake news.

Source: *Journal officiel* du 23 mai 2020.

75. **infix vidéo**

◆ **Domaine:** COMMUNICATION-INFORMATIQUE. ◆ **Synonyme:** vidéo-tox, n.f. ◆ **Définition:** Infix qui se présente sous la forme d'une vidéo falsifiée grâce aux techniques de l'intelligence artificielle, en particulier à celles de l'apprentissage profond. ◆ **Note:** La production d'infix vidéo fait notamment appel à l'analyse de l'expression faciale, à la synthèse vocale et à la synchronisation labiale. ◆ **Voir aussi:** Recommandation sur les équivalents français à donner à l'expression *fake news*. ◆ **Équivalent étranger:** deep fake, deepfake.

Source: *Journal officiel* du 23 mai 2020.

76. **internet clandestin**

◆ **Domaine:** INFORMATIQUE/Internet. ◆ **Définition:** Ensemble de réseaux conçus pour assurer l'anonymat des utilisateurs par la mise en œuvre d'une architecture décentralisée ainsi que de logiciels et d'autorisations d'accès spécifiques; par extension, l'ensemble des activités, souvent illicites, qui y sont pratiquées. ◆ **Note:** 1. L'internet clandestin utilise notamment des réseaux privés virtuels ou pair à pair, ainsi que des méthodes de chiffrement et des processus de cooptation. 2. Il convient de distinguer l'« internet clandestin » de

la « toile profonde ». ♦ **Voir aussi:** toile profonde. ♦ **Équivalent étranger:** dark net, darknet.

Source: *Journal officiel* du 26 septembre 2017.

77. **investigation informatique**

♦ **Forme abrégée:** investigation, n.f. ♦ **Domaine:** INFORMATIQUE.
♦ **Définition:** Processus par lequel des informations ou documents électroniques sont recherchés, identifiés et rassemblés pour la production d'éléments de preuve. ♦ **Note:** Le mot « découverte » est impropre en ce sens. ♦ **Équivalent étranger:** discovery, e-discovery.

Source: *Journal officiel* du 15 août 2010.

78. **justice restauratrice**

♦ **Domaine:** DROIT. ♦ **Synonyme:** justice réparatrice. ♦ **Définition:** Démarche pénale qui vise à restaurer la cohésion sociale en faisant participer l'auteur d'une infraction à la réparation de ses effets, en relation avec la victime et, le cas échéant, avec d'autres personnes affectées. ♦ **Note:** On trouve aussi le terme « justice restaurative ». ♦ **Équivalent étranger:** restorative justice.

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

79. logiciel espion

◆ **Domaine:** INFORMATIQUE/Internet. ◆ **Définition:** Logiciel destiné à collecter et à transmettre à des tiers, à l'insu de l'utilisateur, des données le concernant ou des informations relatives au système qu'il utilise. ◆ **Voir aussi:** cyberespionnage. ◆ **Équivalent étranger:** spyware.

Source: *Journal officiel* du 7 juin 2007.

80. logiciel malveillant

◆ **Domaine:** INFORMATIQUE-TÉLÉCOMMUNICATIONS/Internet. ◆ **Définition:** Ensemble de programmes conçu par un pirate pour être implanté dans un système afin d'y déclencher une opération non autorisée ou d'en perturber le fonctionnement. ◆ **Note:** 1. Exemples: bombe programmée, virus, ver. 2. Les logiciels malveillants peuvent être transmis via l'internet ou un réseau local, ou par des supports tels que les disquettes ou les cédéroms. ◆ **Voir aussi:** minage pirate. ◆ **Équivalent étranger:** malicious logic, malicious software, malware.

Source: *Journal officiel* du 20 mai 2005.

81. logiciel rançonneur

◆ *Forme abrégée:* rançonneur, n.m. ◆ *Domaine:* INFORMATIQUE-DROIT. ◆ *Définition:* Logiciel malveillant qui empêche l'accès aux données stockées sur un ordinateur et propose leur récupération contre le paiement d'une rançon. ◆ *Note: 1.* En général, un logiciel rançonneur chiffre les données de l'ordinateur cible en indiquant les instructions de paiement puis, si l'utilisateur y donne suite, fournit leur mode de récupération. ◆ *2.* On trouve aussi le terme « rançongiciel », qui est déconseillé. ◆ *Équivalent étranger:* ransomware.

Source: *Journal officiel* du 25 février 2018.

82. médecine légale

◆ *Domaine:* SANTÉ ET MÉDECINE-DROIT. ◆ *Équivalent étranger:* forensic medicine.

Source: *Journal officiel* du 24 octobre 2012.

83. mémorandum d'entente

◆ **Domaine:** TOUS DOMAINES. ◆ **Définition:** Texte, dénué de valeur juridique contraignante, par lequel deux parties récapitulent leurs points de convergence dans le cours d'une négociation.

◆ **Équivalent étranger:** memorandum of understanding (MoU).

Source: *Journal officiel* du 16 septembre 2006.

84. mettre sur liste noire

◆ **Domaine:** TOUS DOMAINES. ◆ **Définition:** Mettre à l'écart, voire exclure, une personne, une organisation ou un pays. ◆ **Note:** L'emploi du verbe *blacklist*, emprunté de l'anglais, est à proscrire.

◆ **Équivalent étranger:** blacklist (to).

Source: *Journal officiel* du 15 septembre 2013.

85. mère, père d'intention

◆ **Domaine:** SCIENCES HUMAINES-DROIT/Droit de la famille.

◆ **Définition:** Personne qui, dans l'intention de devenir mère ou père d'un enfant à sa naissance, conclut un accord avec une femme qui s'engage à porter cet enfant, généralement conçu par insémination artificielle. ◆ **Note:** 1. On parle également de « parents d'intention ». 2. On trouve parfois les termes « mère, père commanditaire »

ou « parents commanditaires ». ♦ **Équivalent étranger**: commissioning parent, intended parent.

Source: *Journal officiel* du 7 décembre 2018.

86. minage pirate

♦ **Domaine**: DROIT-TÉLÉCOMMUNICATIONS/Internet. ♦ **Définition**: Prise de contrôle, au moyen d'un logiciel malveillant, de la capacité de calcul de terminaux ou de serveurs informatiques aux fins du minage d'une cybermonnaie. ♦ **Voir aussi**: logiciel malveillant. ♦ **Équivalent étranger**: cryptocurrency mining, cryptojacking.

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

87. mise au pilori

♦ **Domaine**: TOUS DOMAINES. ♦ **Synonyme**: stigmatisation, n.f. ♦ **Définition**: Pratique consistant à publier le nom de personnes physiques ou morales impliquées dans des activités tenues pour répréhensibles. ♦ **Équivalent étranger**: naming and shaming.

Source: *Journal officiel* du 19 janvier 2010.

88. moins-disant juridique

◆ **Domaine:** DROIT-ÉCONOMIE GÉNÉRALE. ◆ **Synonyme:** dumping juridique. ◆ **Définition:** Pratique qui consiste, pour un État, à fausser les règles de la concurrence internationale en mettant en place, pour l'exercice des professions juridiques, un cadre légal peu contraignant, afin de favoriser notamment l'offre de prestations juridiques à bas coûts. ◆ **Équivalent étranger:** –

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

89. neutralisation d'engins explosifs

◆ **Domaine:** DÉFENSE. ◆ **Définition:** Ensemble des opérations consistant à détecter et à identifier des engins explosifs ou des munitions, à évaluer le danger qu'ils représentent puis à les mettre hors d'état de fonctionner, avant de les enlever et de les éliminer. ◆ **Note:** On trouve aussi, dans le langage professionnel, le terme « neutralisation, enlèvement et destruction d'engins explosifs (NEDEX) ». ◆ **Équivalent étranger:** explosive ordnance disposal (EOD).

Source: *Journal officiel* du 20 septembre 2016.

90. **neutralité de l'internet**

◆ **Domaine:** TÉLÉCOMMUNICATIONS/Réseaux. ◆ **Définition:** Principe selon lequel un fournisseur d'accès à l'internet ou un opérateur de télécommunication doit garantir un traitement du trafic égal et non discriminatoire, quel que soit l'expéditeur, le destinataire ou le type et le contenu des données et des services. ◆ **Note:** La neutralité de l'internet exclut, par exemple, qu'un opérateur bloque ou ralentisse certains échanges d'informations sur son réseau, ou en favorise d'autres. ◆ **Voir aussi:** géodiscrimination. ◆ **Équivalent étranger:** net neutrality.

Source: *Journal officiel* du 11 janvier 2018.

91. **norme juridique temporaire**

◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** Texte législatif ou réglementaire comportant sa propre limitation dans le temps. ◆ **Équivalent étranger:** sunset clause.

Source: *Journal officiel* du 3 avril 2011.

92. obligation de rendre compte

◆ **Domaine:** RELATIONS INTERNATIONALES-ÉCONOMIE ET GESTION D'ENTREPRISE. ◆ **Définition:** Devoir incombant à une personne physique ou morale responsable d'une tâche de répondre des résultats et du choix des moyens mis en œuvre. ◆ **Note:** Pour parler d'une personne assujettie à une telle obligation, on dira qu'elle est « comptable » de sa gestion, de son bilan, etc. ◆ **Équivalent étranger:** accountability.

Source: *Journal officiel* du 16 septembre 2006.

93. obligation de vigilance

◆ **Domaine:** FINANCE-DROIT. ◆ **Définition:** Ensemble de prescriptions légales imposant, aux établissements de crédit et à toute personne recueillant des fonds, des contrôles visant à identifier leur interlocuteur et l'origine de ses ressources. ◆ **Voir aussi:** audit préalable. ◆ **Équivalent étranger:** due diligence.

Source: *Journal officiel* du 28 décembre 2006.

94. œuvre en usage partagé

◆ **Domaine:** DROIT/Propriété intellectuelle. ◆ **Synonyme:** œuvre en partage. ◆ **Définition:** Œuvre que son auteur destine à l'usage commun et dont il abandonne ou concède à titre gratuit tout ou partie des droits d'utilisation, selon certaines conditions. ◆ **Note:** **1.** Une œuvre en usage partagé peut faire l'objet d'un contrat qui précise la nature et l'étendue des exploitations consenties (simple usage, possibilité de modification ou de transformation). **2.** L'emploi de l'expression «Creative Commons», dénomination sociale en anglais d'une organisation qui propose ce type de contrat, est déconseillé. ◆ **Équivalent étranger:** –

Source: *Journal officiel* du 22 septembre 2007.

95. opérateur d'importance vitale

◆ **Abréviation:** OIV. ◆ **Domaine:** DÉFENSE/Opérations. ◆ **Définition:** Personne morale publique ou privée qui gère ou utilise des établissements ou des ouvrages dont la destruction ou même l'indisponibilité obéneraient gravement le potentiel militaire, la force économique, la sécurité, voire la capacité de survie d'un État, ou mettraient en danger sa population. ◆ **Équivalent étranger:** –

Source: *Journal officiel* du 19 septembre 2017.

96. **ouverture des données**

◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** Politique par laquelle un organisme met à la disposition de tous des données numériques, dans un objectif de transparence ou afin de permettre leur réutilisation, notamment à des fins économiques. ◆ **Voir aussi:** données ouvertes. ◆ **Équivalent étranger:** open data, open data policy.

Source: *Journal officiel* du 3 mai 2014.

97. **paritarisme**, n.m.

◆ **Domaine:** SCIENCES HUMAINES/Sciences sociales. ◆ **Définition:** Action en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. ◆ **Équivalent étranger:** gender mainstreaming.

Source: *Journal officiel* du 4 mars 2006.

98. **pédopiégeage**, n.m.

◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** Agissements d'un individu qui circonviert un enfant à des fins sexuelles, notamment par voie électronique. ◆ **Voir aussi:** cybercriminalité. ◆ **Équivalent étranger:** child grooming, grooming.

Source: *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

99. **pédopornographie**, n.f.

- ◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** Pornographie utilisant des enfants.
- ◆ **Équivalent étranger:** child pornography.

Source: *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

100. **personne exposée à la corruption**

- ◆ **Abréviation:** PEC. ◆ **Domaine:** POLITIQUE-RELATIONS INTERNATIONALES. ◆ **Définition:** Personne qui, en raison des pouvoirs qu'elle détient ou des fonctions qu'elle exerce, peut faire l'objet de tentatives de corruption. ◆ **Voir aussi:** enquête d'irréprochabilité.
- ◆ **Équivalent étranger:** politically exposed person (PEP).

Source: *Journal officiel* du 16 janvier 2015.

101. **photographie de scène de crime**

- ◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** Photographie destinée à fournir une représentation précise et objective des lieux où a été commis un acte criminel. ◆ **Équivalent étranger:** forensic photography.

Source: *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

102. piège à billets

◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** Mécanisme, installé subrepticement sur un distributeur automatique, qui empêche la sortie des billets et permet leur récupération par un voleur après le départ du client. ◆ **Équivalent étranger:** cash trapping.

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

103. pirate de la route

◆ **Domaine:** AUTOMOBILE. ◆ **Équivalent étranger:** carjacker.

Source: *Journal officiel* du 5 avril 2006.

104. piraterie routière

◆ **Domaine:** AUTOMOBILE. ◆ **Définition:** Vol d'un véhicule avec agression du conducteur. ◆ **Équivalent étranger:** carjacking.

Source: *Journal officiel* du 5 avril 2006.

105. plaider-coupable, n.m.

◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** Procédure de comparution impliquant, de la part de la personne poursuivie, la reconnaissance préalable des faits qui lui sont reprochés, dans la perspective d'une moindre condamnation. ◆ **Note:** Pour désigner cette procédure, le code de procédure pénale emploie l'expression « comparution

sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC)». ♦ **Équivalent étranger**: plea bargaining.

Source: *Journal officiel* du 25 mai 2008.

106. **plan préventif de restructuration**

♦ **Domaine**: DROIT/Droit des entreprises. ♦ **Définition**: Plan de restructuration d'une entreprise en difficulté, qui peut être mis en place par le débiteur avec la majorité des créanciers préalablement à l'ouverture éventuelle d'une procédure collective. ♦ **Équivalent étranger**: prepack, prepackaged plan, prepackaged restructuring plan.

Source: *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

107. **pornodivulgateion**, n.f.

♦ **Domaine**: DROIT-INFORMATIQUE. ♦ **Définition**: Action de divulguer, afin de nuire à un tiers et sans son consentement, un enregistrement ou tout autre document à caractère sexuel le concernant, que celui-ci ait été ou non réalisé avec son accord. ♦ **Note**: La pornodivulgateion est souvent motivée par un désir de vengeance. ♦ **Équivalent étranger**: revenge porn, revenge pornography.

Source: *Journal officiel* du 7 décembre 2018.

108. **primauté du droit**

◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** État d'une société de liberté fondée sur la prééminence du droit. ◆ **Équivalent étranger:** rule of law, rule of the law.

Source: *Journal officiel* du 3 avril 2011.

109. **procédure accélérée**

◆ **Domaine:** TOUS DOMAINES. ◆ **Définition:** Modalité de traitement d'un dossier permettant de le faire aboutir dans des délais réduits. ◆ **Équivalent étranger:** fast track, fast-track, fast tracking, fast-tracking.

Source: *Journal officiel* du 4 mars 2017.

110. **procédure-bâillon**, n.f.

◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** Instrumentalisation de la justice mise en œuvre par une entreprise ou une institution, qui vise à prévenir ou à sanctionner l'expression d'une opinion qui lui serait préjudiciable, en impliquant notamment la personne qui formule cette opinion dans une procédure juridique coûteuse. ◆ **Note:**
1. La personne visée par une procédure-bâillon peut être une association, une organisation non gouvernementale, un journaliste, un lanceur d'alerte ou un particulier. **2.** On trouve aussi le terme

« poursuite-bâillon ». ♦ *Équivalent étranger*: strategic lawsuit against public participation (SLAPP).

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

111. **profilage**, n.m.

♦ *Domaine*: DROIT. ♦ *Synonyme*: analyse comportementale. ♦ *Définition*: Établissement *a posteriori*, à partir d'indices liés à un acte ou un comportement, d'un profil psychosociologique de personnalité compatible avec l'acte ou le comportement en question. ♦ *Note*: **1.** Le profilage diffère de l'enquête criminelle, menée par les services de police, et de l'expertise criminelle, fondée sur l'examen psychologique de l'auteur présumé d'un crime ou d'une victime. **2.** Dans l'usage professionnel, on emploie exclusivement le terme « analyse comportementale ». ♦ *Équivalent étranger*: profiling.

Source: *Journal officiel* du 25 mai 2008.

112. **protection des données personnelles**

◆ **Domaine:** INFORMATIQUE-DROIT/Droit international. ◆ **Définition:** Ensemble des dispositifs juridiques et techniques qui encadre la collecte, l'usage, la conservation et la confidentialité des données personnelles. ◆ **Voir aussi:** confidentialité des données personnelles. ◆ **Équivalent étranger:** data protection.

Source: *Journal officiel* du 31 août 2019.

113. **radicalisation**, n.f.

◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** Processus par lequel un individu ou un groupe en vient à justifier, au nom d'une idéologie, le recours à la violence comme mode d'action. ◆ **Voir aussi:** déradicalisation. ◆ **Équivalent étranger:** –

Source: *Journal officiel* du 7 décembre 2018.

114. **recueillant, -e**, n.

◆ **Domaine:** DROIT/Droit de la famille. ◆ **Définition:** Titulaire du droit de recueil légal. ◆ **Équivalent étranger:** kafil (Ar.).

Source: *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

115. **recueil légal**

- ◆ **Domaine:** DROIT/Droit de la famille. ◆ **Définition:** Engagement de prendre en charge un enfant mineur sans création de lien de filiation. ◆ **Note:** Le recueil légal est une institution du droit musulman. ◆ **Équivalent étranger:** kafala (Ar.).

Source: *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

116. **recueilli, -e, n.**

- ◆ **Domaine:** DROIT/Droit de la famille. ◆ **Définition:** Mineur ayant fait l'objet d'un recueil légal. ◆ **Équivalent étranger:** makfoul (Ar.).

Source: *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

117. **régime privilégié des brevets**

- ◆ **Domaine:** ÉCONOMIE GÉNÉRALE/Fiscalité. ◆ **Définition:** Régime fiscal particulièrement favorable aux produits de la cession ou de la concession de brevets et d'autres droits de propriété intellectuelle. ◆ **Équivalent étranger:** licence box, patent box.

Source: *Journal officiel* du 21 septembre 2017.

118. règle de caducité

◆ **Domaine:** RELATIONS INTERNATIONALES. ◆ **Définition:** Disposition exceptionnelle, mise en œuvre dans le cadre de l'Organisation des Nations unies, qui permet, quand une des parties ne respecte pas les engagements qu'elle a pris lors d'un accord, de revenir instantanément au *statu quo ante*. ◆ **Note:** La règle de caducité évite la nécessité d'une nouvelle résolution dont l'adoption pourrait se heurter au droit de veto de l'un des membres permanents de l'Organisation des Nations unies. ◆ **Équivalent étranger:** snap-back, snapback.

Source: *Journal officiel* du 13 décembre 2017.

119. responsabilité sociale de l'entreprise

◆ **Abréviation:** RSE. ◆ **Forme abrégée:** responsabilité sociale. ◆ **Domaine:** ÉCONOMIE ET GESTION D'ENTREPRISE. ◆ **Définition:** Responsabilité de l'entreprise à l'égard de la collectivité, qui s'étend au-delà de ses obligations légales et de ses impératifs purement économiques. ◆ **Équivalent étranger:** corporate social responsibility (CSR).

Source: *Journal officiel* du 28 décembre 2006.

120. **résurgence**, n.f.

- ◆ **Domaine**: TOUS DOMAINES. ◆ **Synonyme**: effet de rebond.
- ◆ **Définition**: Situation dans laquelle un problème que l'on croyait avoir résolu en un endroit réapparaît ailleurs. ◆ **Équivalent étranger**: balloon effect, efecto cucaracha (Esp.).

Source: *Journal officiel* du 15 septembre 2020.

121. **revenant, -e**, n.

- ◆ **Domaine**: RELATIONS INTERNATIONALES-POLITIQUE. ◆ **Définition**: Citoyen qui revient dans son pays d'origine après avoir combattu dans les rangs d'une organisation terroriste à l'étranger. ◆ **Équivalent étranger**: returned foreign fighter, returnee, returning foreign fighter.

Source: *Journal officiel* du 13 décembre 2017.

122. **sexto**, n.m.

- ◆ **Domaine**: DROIT. ◆ **Synonyme**: texto pornographique. ◆ **Définition**: Message multimédia ou minimessage à caractère sexuel.
- ◆ **Voir aussi**: textopornographie. ◆ **Équivalent étranger**: sex message, sex text.

Source: *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

123. **surtransposition**, n.f.

◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** Transposition d'une directive qui en étend les dispositions au-delà de ce qui est expressément prévu.

◆ **Équivalent étranger:** gold plating.

Source: *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

124. **technologie civique**

◆ **Domaine:** POLITIQUE-COMMUNICATION. ◆ **Définition:** Ensemble d'outils numériques conçus pour renforcer la compréhension des institutions par les citoyens et leur participation à la vie démocratique. ◆ **Équivalent étranger:** civic tech, civic technology.

Source: *Journal officiel* du 3 mai 2019.

125. **test de discrimination**

◆ **Forme abrégée:** test, n.m. ◆ **Domaine:** EMPLOI ET TRAVAIL-SOCIAL.

◆ **Définition:** Opération qui vise à déceler des comportements discriminatoires en effectuant successivement des démarches analogues au nom de personnes différentes par l'origine ou l'apparence.

◆ **Note:** L'emploi du mot *testing*, emprunté à l'anglais, est à proscrire. ◆ **Équivalent étranger:** –

Source: *Journal officiel* du 25 mars 2006.

126. **textopornographie**, n.f.

◆ **Domaine**: DROIT. ◆ **Définition**: Pratique consistant à envoyer des sextos. ◆ **Voir aussi**: sexto. ◆ **Équivalent étranger**: sexting.

Source: *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

127. **toile profonde**

◆ **Domaine**: INFORMATIQUE/Internet. ◆ **Synonyme**: abysse, n.m.
◆ **Définition**: Partie de la toile qui n'est pas accessible aux internautes au moyen des moteurs de recherche usuels. ◆ **Note**: **1.** La toile profonde comprend notamment le contenu de certaines bases de données ou de sites à accès restreint. **2.** Il convient de distinguer la « toile profonde » de l'« internet clandestin ». ◆ **Voir aussi**: internet clandestin. ◆ **Équivalent étranger**: deepnet, deep web, hidden web, invisible web.

Source: *Journal officiel* du 26 septembre 2017.

128. **transfert illégal**

◆ **Domaine:** RELATIONS INTERNATIONALES-DROIT/Droit international. ◆ **Définition:** Pratique qui consiste, hors de tout cadre légal, à déplacer une personne le plus souvent dans un pays tiers, afin de la soumettre à une détention ou à des interrogatoires secrets. ◆ **Équivalent étranger:** extraordinary rendition.

Source: *Journal officiel* du 15 septembre 2013.

129. **usurpation d'adresse électronique**

◆ **Domaine:** INFORMATIQUE/Internet. ◆ **Définition:** Pratique consistant à utiliser frauduleusement une adresse de courrier électronique appartenant à une autre personne. ◆ **Note:** L'usurpation d'adresse électronique est le plus souvent utilisée pour envoyer en grand nombre des courriels indésirables. ◆ **Équivalent étranger:** e-mail spoofing.

Source: *Journal officiel* du 1^{er} janvier 2013.

130. **vérification des faits**

◆ **Domaine:** COMMUNICATION/Presse. ◆ **Définition:** Vérification, le plus souvent par des journalistes, de l'exactitude de faits énoncés publiquement, notamment dans les médias. ◆ **Équivalent étranger:** fact checking, reality check.

Source: *Journal officiel* du 8 avril 2017.

131. **vidéoagression**, n.f.

◆ **Domaine:** DROIT. ◆ **Définition:** Captation audiovisuelle effectuée par un complice de l'auteur d'une agression infligée par surprise, en vue d'une diffusion dans un réseau électronique. ◆ **Équivalent étranger:** happy slapping.

Source: *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

132. **vol à la rançon**

◆ **Domaine:** ARTS-CULTURE/Muséologie. ◆ **Définition:** Vol d'une œuvre d'art ou d'un objet précieux dont la restitution est conditionnée par le versement d'une rançon. ◆ **Équivalent étranger:** artnapping.

Source: *Journal officiel* du 22 juillet 2010.

133. **vol par effraction électronique**

◆ **Domaine:** DROIT-AUTOMOBILE. ◆ **Synonyme:** vol à la souris.

◆ **Définition:** Vol d'un objet, le plus souvent un véhicule, commis en piratant le système informatique qui en contrôle l'accès.

◆ **Équivalent étranger:** mouse jacking.

Source: *Journal officiel* du 7 décembre 2018.

134. **vote nu**

◆ **Domaine:** DROIT-FINANCE. ◆ **Définition:** Droit de vote attaché à la détention temporaire de titres sans que le détenteur soit exposé au risque financier inhérent à la propriété de ces titres. ◆ **Équivalent étranger:** empty voting.

Source: *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

Commission d'enrichissement de la langue française

Journal officiel du 4 octobre 2018

135. Recommandation sur les équivalents français à donner à l'expression *fake news*

NOR: CTNR1826048K

Portée par l'essor des médias sur la toile et l'activité des réseaux sociaux, l'expression anglo-saxonne *fake news*, qui désigne un ensemble de procédés contribuant à la désinformation du public, a rapidement prospéré en français.

Voilà une occasion de puiser dans les ressources de la langue pour trouver des équivalents français. Lorsqu'il s'agit de désigner une information mensongère ou délibérément biaisée, répandue par exemple pour favoriser un parti politique au détriment d'un autre, pour entacher la réputation d'une personnalité ou d'une entreprise, ou encore pour contredire une vérité scientifique établie, on pourra recourir au terme « **information fallacieuse** », ou au néologisme « **infox** », forgé à partir des mots « information » et « intoxication ».

On pourra aussi, notamment dans un cadre juridique, utiliser les termes figurant dans la loi de 1881 sur la liberté de la presse ainsi que dans le code électoral, le code pénal ou le code monétaire et financier : « **nouvelle fausse** », « **fausse nouvelle** », « **information fausse** » ou « **fausse information** ».

En tout état de cause, la Commission d'enrichissement de la langue française recommande l'emploi, au lieu de *fake news*, de l'un de ces termes, choisi en fonction du contexte.

Index

Les chiffres renvoient au numéro du terme dans le document.

Sont présentés en caractères **vert et gras** les termes recommandés par la Commission d'enrichissement de la langue française (entrée, abréviation, forme abrégée, forme développée, variante orthographique et synonyme).

Sont présentés en caractères maigres des termes mentionnés seulement dans le texte des notes ou en définition.

Sont présentés en caractères *italiques maigres* les équivalents étrangers.

abysse	127
accord parapluie	1
accord parapluie de protection des données personnelles	1
accord préuptial	2
<i>accountability</i>	92
acteur non étatique	3
action de groupe	4
affaire dormante	5
affaire gelée	5
<i>affirmative action</i>	49
alerte professionnelle	6
analyse comportementale	111
ANE	3
appel-piège	7
application forcée	8
appliquer ou expliquer	9
archéologie médico-légale	10
<i>arnapping</i>	132
<i>asylum shopping</i>	28
audit préalable	11
autonomisation	12
autopsie par imagerie	13
avantage connexe	14
<i>balloon effect</i>	120
bien public mondial	15

<i>black bloc</i>	19
<i>blacklist (to)</i>	84
<i>blacklister</i>	84
blocage géographique	65
bloc noir	19
bouclier de confidentialité	16
bouclier de protection	16
bouclier de protection des données personnelles	16
BPM	15
bras de fer	17
brevetabilité	18
<i>broadcasting right</i>	53
cagoule noire	19
cagoules noires	19
<i>call scam</i>	7
caméra-témoin de circulation	20
<i>card skimming</i>	26
<i>carjacker</i>	103
<i>carjacking</i>	104
<i>cash trapping</i>	102
<i>chicken game</i>	17
<i>child grooming</i>	98
<i>child pornography</i>	99
<i>civic tech</i>	124
<i>civic technology</i>	124

<i>class action</i>	4
clause d'extinction	21
clause d'imprévisibilité	22
<i>CNE</i>	38
<i>co-benefit</i>	14
<i>cold case</i>	5
<i>color blindness</i>	73
<i>color-blindness</i>	73
<i>colour blindness</i>	73
<i>colour-blindness</i>	73
<i>commissioning parent</i>	85
<i>comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité</i>	105
<i>compliance officer</i>	46
<i>comply or explain (to)</i>	9
<i>computer network exploitation</i>	38
confidentialité des données personnelles	23
confidentialité par défaut	24
confidentialité programmée	25
<i>consensus</i>	50
copiage de carte	26
copieur de carte	27
<i>corporate social responsibility</i>	119
course au droit d'asile	28
course au visa	29
<i>cram down</i>	8

Creative Commons	94
<i>credit card skimmer</i>	27
<i>credit card skimming</i>	26
<i>credit card skimming device</i>	27
<i>crimen de género</i>	71
CRPC	105
<i>cryptocurrency mining</i>	86
<i>cryptojacking</i>	86
CSR	119
<i>cyberactivist</i>	30
cyberactiviste	30
<i>cyberbullying</i>	34
<i>cybercrime</i>	31
cybercriminalité	31
<i>cyberdissident</i>	51
cyberdissident, -e	51
cyberespace	32
<i>cyber espionage</i>	33
cyberespionnage	33
<i>cyberharassment</i>	34
cyberharcèlement	34
<i>cyber intelligence</i>	33
cyberjustice	35
cybermilitant, -e	36
<i>cybermonde</i>	32

<i>cyber protection</i>	37
cyberprotection	37
cyberrenseignement	38
cybersécurité	39
<i>cyber security</i>	39
<i>cybersecurity</i>	39
<i>cyberspace</i>	32
<i>cyber spying</i>	33
cybersquat	40
<i>cybersquatter</i>	41
cybersquatteur, -euse	41
<i>cybersquatting</i>	40
<i>cyberstalking</i>	34
<i>cyberterrorism</i>	42
cyberterrorisme	42
<i>CYBINT</i>	33
<i>dark net</i>	76
<i>darknet</i>	76
<i>dashboard camera</i>	20
<i>dashcam</i>	20
<i>dash camera</i>	20
<i>data privacy</i>	23
<i>data protection</i>	112
<i>data protection officer</i>	43
<i>découverte</i>	77

<i>deep fake</i>	75
<i>deepfake</i>	75
<i>deepnet</i>	127
<i>deep web</i>	127
délégué, -e à la protection des données	43
délégué, -e à la protection des données personnelles	43
démineur, -euse éditorial, -e	44
démocratie illibérale	45
démocrature	45
dénonciation	6
déontologue	46
déradicalisation	47
désendoctrinement	47
<i>desistance</i>	48
désistance	48
<i>desistance from crime</i>	48
<i>desistence</i>	48
<i>desistence from crime</i>	48
<i>digital rights management</i>	67
<i>discovery</i>	77
discrimination géographique	66
discrimination positive	49
dissensus	50
dissident, -e en ligne	51
DIU	54

données ouvertes	52
DPD	43
DPDP	43
<i>DPO</i>	43
DPT	56
<i>DRM</i>	67
droit d'antenne	53
droit de diffusion	53
droit irrévocable d'usage	54
droit souple	55
droits patrimoniaux traditionnels	56
<i>due diligence</i>	11, 93
dumping juridique	88
<i>e-discovery</i>	77
<i>efecto cucaracha</i>	120
effet de rebond	120
égalité de concurrence	57
égalité des conditions de concurrence	57
<i>EI</i>	38
élection de juridiction	58
<i>e-mail spoofing</i>	129
<i>empowerment</i>	12, 69
<i>empty voting</i>	134
enquête d'irréprochabilité	59
<i>EOD</i>	89

EPM	61
escroquerie à la transaction	60
espace public mondial	61
exploitation informatique	38
<i>explosive ordnance disposal</i>	89
<i>extraordinary rendition</i>	128
<i>fact checking</i>	130
<i>fake news</i>	74, 135
<i>fast track</i>	109
<i>fast-track</i>	109
<i>fast tracking</i>	109
<i>fast-tracking</i>	109
fausse information	135
fausse nouvelle	135
<i>femicide</i>	62
<i>femicidio</i>	62
<i>feminicide</i>	62
fémicide	62
<i>feminicidio</i>	62
<i>femminicidio</i>	62
filoutage	63
FO	64
fops	64
<i>forensic archaeology</i>	10
<i>forensic medicine</i>	82

<i>forensic photography</i>	101
<i>forum shopping</i>	58
fouille opérationnelle	64
GC	61
GDN	67
<i>gendercide</i>	71
<i>gender mainstreaming</i>	97
géoblocage	65
<i>geo-blocking</i>	65
<i>geoblocking</i>	65
<i>geo-discrimination</i>	66
géodiscrimination	66
gestion des droits numériques	67
<i>global commons</i>	61
<i>global public good</i>	15
<i>gold plating</i>	123
GPG	15
<i>grooming</i>	98
guichet unique	68
habilitation	69
<i>hacktivist</i>	30
<i>hameçonnage</i>	63
<i>happy slapping</i>	131
harcèlement	70
<i>hardship clause</i>	22

<i>hidden web</i>	127
homicide sexiste	71
hors faute	72
<i>illiberal democracy</i>	45
<i>indefeasible right of use</i>	54
indifférence à la couleur de peau	73
information fallacieuse	74, 135
information fausse	135
infox	74, 135
infox vidéo	75
<i>intented parent</i>	85
<i>Internet bullying</i>	34
internet clandestin	76
investigation	77
investigation informatique	77
<i>invisible web</i>	127
<i>IRU</i>	54
justice réparatrice	78
<i>justice restaurative</i>	78
justice restauratrice	78
<i>kafala</i>	115
<i>kafil</i>	114
<i>level playing field</i>	57
<i>licence box</i>	117
logiciel espion	79

logiciel malveillant	80
logiciel rançonneur	81
<i>makfoul</i>	116
<i>malicious logic</i>	80
<i>malicious software</i>	80
<i>malware</i>	80
médecine légale	82
mémorandum d'entente	83
<i>memorandum of understanding</i>	83
<i>mère commanditaire</i>	85
mère d'intention	85
mettre sur liste noire	84
<i>military search</i>	64
minage pirate	86
mise au pilori	87
<i>missed call scam</i>	7
<i>mobbing</i>	70
moins-disant juridique	88
<i>MoU</i>	83
<i>mouse jacking</i>	133
<i>naming and shaming</i>	87
NEDEX	89
<i>net neutrality</i>	90
<i>netroot</i>	36
<i>netroots activist</i>	36

neutralisation d'engins explosifs	89
neutralisation, enlèvement et destruction d'engins explosifs	89
neutralité de l'internet	90
<i>no fault</i>	72
<i>non-governmental actor</i>	3
<i>non-state actor</i>	3
norme juridique temporaire	91
nouvelle fausse	135
NSA	3
obligation de rendre compte	92
obligation de vigilance	93
œuvre en partage	94
œuvre en usage partagé	94
OIV	95
<i>one stop-one shop</i>	68
<i>one stop shop</i>	68
<i>online bullying</i>	34
<i>open data</i>	52, 96
<i>open data policy</i>	96
opérateur d'importance vitale	95
ouverture des données	96
parents commanditaires	85
parents d'intention	85
paritarisme	97
<i>patentability</i>	18

<i>patent box</i>	117
PEC	100
pédopiéage	98
pédopornographie	99
<i>PEP</i>	100
<i>père commanditaire</i>	85
père d'intention	85
personne exposée à la corruption	100
<i>phishing</i>	63
photographie de scène de crime	101
piège à billets	102
<i>ping call</i>	7
pirate de la route	103
piraterie routière	104
plaider-coupable	105
plan préventif de restructuration	106
<i>plea bargaining</i>	105
<i>politically exposed person</i>	100
pornodivulgateion	107
<i>poursuite-bâillon</i>	110
<i>prenuptial agreement</i>	2
<i>prepack</i>	106
<i>prepackaged plan</i>	106
<i>prepackaged restructuring plan</i>	106
primauté du droit	108

<i>privacy by default</i>	24
<i>privacy by design</i>	25
<i>privacy shield</i>	16
procédure accélérée	109
procédure-bâillon	110
profilage	111
<i>profiling</i>	111
protection des données personnelles	112
radicalisation	113
<i>rançoniciel</i>	81
rançonneur	81
<i>ransomware</i>	81
<i>reality check</i>	130
recueillant, -e	114
recueil légal	115
recueilli, -e	116
régime privilégié des brevets	117
règle de caducité	118
responsabilité sociale	119
responsabilité sociale de l'entreprise	119
<i>restorative justice</i>	78
résurgence	120
retombée positive	14
<i>returned foreign fighter</i>	121
<i>returnee</i>	121

<i>returning foreign fighter</i>	121
revenant, -e	121
<i>revenge porn</i>	107
<i>revenge pornography</i>	107
<i>rip deal</i>	60
RSE	119
<i>rule of law</i>	108
<i>rule of the law</i>	108
<i>scene recorder</i>	20
<i>sensitivity reader</i>	44
<i>sex message</i>	122
<i>sex text</i>	122
<i>sexting</i>	126
sexto	122
<i>skimmer</i>	27
<i>skimming</i>	26
<i>skimming device</i>	27
SLAPP	110
<i>snap-back</i>	118
<i>snapback</i>	118
<i>soft law</i>	55
sortie de la délinquance	48
<i>spyware</i>	79
stigmatisation	87
<i>strategic lawsuit against public participation</i>	110

<i>sunset clause</i>	21, 91
surtransposition	123
technologie civique	124
test	125
test de discrimination	125
<i>testing</i>	125
textopornographie	126
texto pornographique	122
<i>to blacklist</i>	84
<i>to comply or explain</i>	9
toile profonde	127
<i>traditional resource rights</i>	56
transfert illégal	128
<i>TRR</i>	56
<i>typosquat</i>	40
<i>typosquatting</i>	40
<i>umbrella agreement</i>	1
usurpation d'adresse électronique	129
vérification des faits	130
<i>vetting process</i>	59
vidéoagression	131
vidéotox	75
virtopsie	13
<i>virtopsy</i>	13
<i>virtual autopsy</i>	13

<i>visa shopping</i>	29
vol à la rançon	132
vol à la souris	133
vol par effraction électronique	133
vote nu	134
<i>whistleblowing</i>	6

Les titres de la collection

- Vocabulaire de la biologie
- Vocabulaire de la chimie et des matériaux
- Vocabulaire de la défense
- Vocabulaire de la mode: « La mode en français »
- Vocabulaire de la santé et de la médecine
- Vocabulaire de l'audiovisuel et de la communication
- Vocabulaire de l'économie et des finances
- Vocabulaire de l'éducation et de la recherche
- Vocabulaire de l'équipement, des transports et du tourisme
- Vocabulaire de l'ingénierie nucléaire
- Vocabulaire des relations internationales
- Vocabulaire des sciences et techniques spatiales
- Vocabulaire des sports
- Vocabulaire des techniques de l'information et de la communication (TIC)
- Vocabulaire du développement durable
- Vocabulaire du pétrole et du gaz

Le texte de ces vocabulaires est reproductible dans les conditions imposées par la réglementation en vigueur. Il peut être téléchargé à partir du site **FranceTerme** (www.franceterme.culture.fr), à la rubrique *Librairie*.

De nouvelles listes de termes sont publiées régulièrement. Pour disposer de la totalité des termes recommandés dans chaque domaine, consulter la base de données **FranceTerme**, actualisée en permanence.

Les vocabulaires publiés sous forme papier peuvent être obtenus gratuitement en écrivant à la Délégation générale à la langue française et aux langues de France :

6, rue des Pyramides, 75001 Paris

Courriel: terminologie.dglflf@culture.gouv.fr

Achévé d'imprimer en mai 2021
sur les presses de l'imprimerie Art & Caractère à Lavaur.
Imprimé en France
© Délégation générale à la langue française
et aux langues de France, 2021
dépôt légal: mai 2021
ISSN imprimé: 1955-2661 – ISSN en ligne: 1958-5276
ISBN imprimé: 978-2-11-155909-7
ISBN en ligne: 978-2-11-155910-3